

«On fera tout pour rester le premier parti»

INTERVIEW

ÉLECTIONS Sami Kanaan tentera de sauver le siège de son patron, Manuel Tornare.

MARC MOULIN

Ce sera donc lui. Sami Kanaan, 46 ans, devrait défendre dans six mois les couleurs socialistes avec Sandrine Salerno dans la course à la mairie de Genève. Le PS l'a choisi mercredi, au détriment de trois autres prétendants, dont Jean-Charles Rielle, qui a perdu pour six voix.

D'origine mi-libanaise, mi-alémannique, physicien et politologue, Sami Kanaan dirige le Département de la cohésion sociale de Manuel Tornare.

Votre score est proche de celui de M. Rielle. Le PS est-il divisé?

Non, j'ai eu de nombreux messages de soutien de Jean-Charles et de ses partisans. La campagne

interne s'est en outre déroulée sans accroc.

Votre candidature, couplée avec celle de Gérard Deshusses, a-t-elle été une arme contre M. Rielle?

J'ai effectivement bénéficié des reports de voix des partisans de Gérard Deshusses. Mais soupçonner un accord serait sous-estimer l'autonomie de nos membres. On ne peut rien ordonner à quiconque au PS.

Bras droit de Manuel Tornare, vous avez été dans l'ombre. Comment combler ce déficit de notoriété?

Il y aura une campagne sur le terrain. Il nous faut rencontrer les gens qui, à tort ou à raison, se sentent mal représentés et cèdent aux sirènes du MCG.

Cela dit, ma fonction a impliqué un silence médiatique mais aussi une présence forte et constante sur le terrain.

Revendiquez-vous l'héritage de Manuel Tornare?

Oui. C'est un bilan remarqua-

ble et aussi une façon de fonctionner, d'aller à la rencontre des gens, une approche humaniste de la politique. J'ai travaillé sur ses dossiers durant cinq ans, c'est un bel héritage.

Vous devez aussi marquer votre différence!

Je passe davantage pour un homme de dossier. Et il y a un saut générationnel. La gestion publique a changé: on exige plus de rigueur comptable, comme on

l'a vu lors des démêlés des Bains des Pâquis. On travaille de façon plus transversale entre départements. Je veux de plus aller plus loin dans la collaboration avec les commu-

nes suburbaines qui ont les mêmes problèmes que nous. La gauche pourrait trouver là un moyen de s'affirmer face à la droite majoritaire dans le canton et à l'Association des communes genevoises.

Sur quel thème axerez-vous votre campagne?

D'abord les enjeux sociaux. Le

contraste passe toujours plus mal entre une ville riche et certains de ses habitants qui «rament».

A défaut de moyens légaux, la Ville a la capacité d'agir contre l'exclusion. Il y a aussi la qualité de vie en ville, en cette période difficile mais nécessaire de chantiers. Il faut arrêter les mauvais bricolages. On ne peut pas toujours tout concilier. Il y a trop de voitures en ville.

Les partis de gauche pourraient se diviser sur le nombre de candidats à l'Exécutif. Quelle est votre stratégie?

On sait que la division est nocive. On fera tout pour rester le premier parti, et des discussions auront lieu. Certains parlent d'exclure Rémy Pagani, ce qui est une mauvaise idée. Il faut éviter de partir à cinq car cela serait revendiquer un Exécutif monocolore. Mais je doute que la droite, plus exposée que nous à la percée populiste, puisse remporter un deuxième siège.

Si le PS doit se contenter d'un siège, vous retirerez-vous au profit de Sandrine Salerno?

Oui. Je m'y suis engagé, tout comme mes trois rivaux. La magistrature sortante a la légitimité.



Sami Kanaan. «Je passe davantage pour un homme de dossier.»
(PATRICK GILLIÉRON-LOPRENO)

Congé électoral

Vous dirigez un département municipal et vous briguez un poste à l'Exécutif. Cela risque d'être problématique de faire campagne contre vos propres patrons, non?

J'ai d'ores et déjà écrit au Conseil administratif à ce sujet. Je devrai me retirer de mon poste à un moment ou un autre, peut-être progressivement. Il faut fixer une date. Ce sera probablement un congé sans solde.

Quid de la direction du département pendant ce temps?

Nous avons déjà évalué les options. Le département fonctionne bien et nous avons une excellente directrice adjointe.

Le Conseil administratif pourrait aussi exiger de vous que vous démissionniez, non?

On verra. Je n'ai rien entendu qui aille dans ce sens jusqu'ici.

(mm)